





CONTACT ÉDITORIA

ESPACE INFO se présente à vous ce mois-ci dans sa nouvelle forme. Nous lui avons donné 16 pages dans le double but de vous en dire plus et d'en alléger la présentation.

Cependant, l'actualité nous impose de traiter largement certains aspects de la vie de notre société et ce numéro est donc bien rempli.

Il était de notre objectif de faire un journal plus adapté à vos souhaits ; il était de notre rôle de lui donner une identité. Au moment où l'entreprise vit une période de mutation, nous avons voulu, à travers son support d'information, la situer dans le groupe.

ATFH et ALCATEL Département Transmission ont, avec ATES, fait une démarche commune et transformé leur journal interne. Avec leur air de famille, RÉSEAUX, TRANS Actualité et ESPACE INFO réprésentent les trois axes des Activités Transmission d'ALCATEL.

Dans chacun, vous trouverez, encartée, la Lettre de la Transmission, un bulletin de liaison du personnel de « la trans » qui deviendra mensuel début 1986.

Notre campagne de communication ne s'arrêtera pas là ; le fond et la forme des bulletins d'information seront notre souci permanent, mais nous y associerons d'autres actions directement liées à l'actualité d'ATES. Plus que jamais, votre participation est nécessaire, n'oubliez pas d'entretenir le contact

SOMMAIRE

_ L'événement Les négociations, les mesures d'accompagnement, les délais. LE PROJET DE PLAN SOCIAL _ Le groupe La nouvelle maison-mère, ses domaines d'activités, ses résultats. CGE ET CIT ALCATEL Toute la mémoire de la Société, une affaire __ 24 ans d'histoire racontée par J. CHAUMERON AFROSAT _ Enquête Deux aspects d'une activité nécessairement discrète, mais bien présente. LA SECURITE * En encart, la lettre de la TRANSMISSION. L'Agence spatiale française comme si vous y Partenaire LE CNES La vie des CE, des commissions et les Comités contre-propositions économiques. d'établissement TOULOUSE ET COURBEVOIE _ Rencontre avec Un homme, une fonction et beaucoup d'idées sur le quotidien de l'entreprise. GEORGES MALGLOIRE En bref Les marchés, les accords, les expos : tout ce qui touche ATES de près ou de loin. L'ACTUALITE

Contact

_ En direct

LA PAGE DES LECTEURS

LA DOCUMENTATION

A vos plumes! Vous dites, vous pensez, vous

vous demandez... écrivez-le donc.

organise des rencontres.

Un service qui vous rend service et qui

LE PROJET DE PLAN SOCIAL

Depuis le 12 juillet 1985, date à laquelle a été annoncé le projet de plan social pour la société, le calendrier prévu a été respecté. Le 5 septembre 1985, les partenaires sociaux étaient à nouveau réunis avec la direction en Comité Central d'Entreprise à Courbevoie pour consultation sur les possibilités de résorption d'un sureffectif de deux cents personnes : les élus ont alors remis à la direction une liste de contre-propositions économiques. Pendant une période de trois mois, des négociations sont engagées entre les différentes parties sur tous les points du projet. La direction, de son côté, a décidé d'étudier concrètement toute idée soumise par les organisations représentatives du personnel et de les appliquer dans la mesure de leur faisabilité.

Après cette période de discussion, le projet de plan social, éventuellement aménagé, sera présenté à l'Inspection du Travail qui émettra son avis dans un délai maximal d'un mois.

C'est donc le 18 janvier 1986 au plus tôt, quatre mois après la consultation du CE Tou-

louse, que l'on connaîtra le nombre d'emplois en sureffectif à ATES.

Cette évaluation finale tiendra, bien entendu, compte de la situation du moment si l'immense effort commercial entrepris actuellement aboutit à améliorer le montant des prises de commandes et donc à augmenter la charge industrielle à court terme; l'état des effectifs en excédent pourra être révisé par rapport à ce qu'il est aujourd'hui.

Avant cette date, la direction de la société met prévisionnellement en place un certain nombre de mesures d'accompagnement du projet de plan social afin de faciliter toute prise de décision et réorganisation. Rappelons que le plan social a pour but d'éviter, dans la mesure du possible, des licenciements non volontaires; pour prévenir les changements dans le fonctionnement d'ATES et en minimiser les conséquences pour le personnel et l'entreprise, des dispositions doivent être prises dès maintenant qui garantiront l'application optimale des grandes lignes du plan social.

LES STRUCTURES D'ACCOMPAGNEMENT

Si la mise en œuvre du plan social, à l'horizon mi-1986, est une opération collective dont le succès dépend de la connaissance du quotidien de chaque service, il en est de même pour les structures d'accompagnement créées actuellement:

- une commission inter-directions de coordination du plan social,
- un ensemble d'animateurs de secteurs dans chaque division,
- un service de renseignements téléphoniques,
- un responsable du reclassement.

LA COMMISSION DE COORDINATION

Guy BERTAUD	DEQ
Jean-Pierre DESNÉ	DEQ
Alain DEVULDER	SPAS
Gérard FLEURIGEON	DTC
Aurelio GONZALEZ	DEQ
Serge LIORET	SPAS
Gérard PINNEBERG	DCIE
Guy SCHANG	DMA



C'événement

Son rôle est de mettre en place l'ensemble des actions décidées par la direction générale tout en connaissant et en résolvant les divers problèmes rencontrés dans chaque division. La commission est l'interface entre la DG et les animateurs de secteurs. Elle apportera des ré-

identifiés; dans les autres cas, elle proposera à la direction, pour validation, une solution adaptée.

La commission de coordination est animée par Martial MALAURIE, responsable du per-

ponses immédiates aux problèmes clairement

sonnel et des affaires sociales et se réunit chaque semaine.

LES ANIMATEURS DE SECTEURS

Guy BERTAUD	DEQ
Henri-Paul BROCHET	DEQ
Jean-Pierre DESNÉ	DEQ
Francis FRAIKIN	DTC
Gabriel FRAYSSINET	DAF
Pierre GAUDEMET	DMA
Jean-Noël GIRAUDBIT	DEQ
Philippe GSELL	DTC
Jean GUÉRANGER	DTC
Bernard GUNST	DEQ
Roger MEYNIER	DEQ
Raymond PACHE	DEQ
Jacques ROSMORDUC	SG
Guy SCHANG	DMA

Ils ont pour mission de coordonner et d'unifier les interventions d'un groupe de responsables hiérarchiques auprès de leurs équipes.

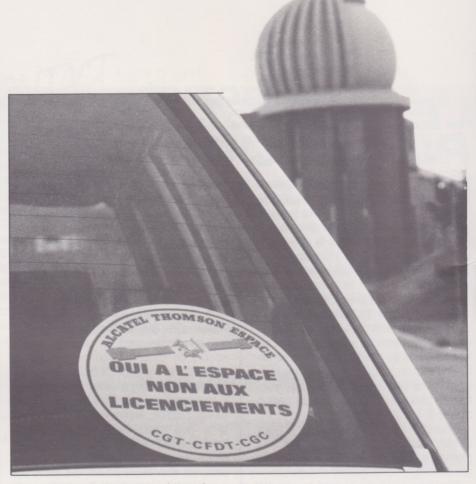
Ils transmettent, expliquent et mettent en œuvre les instructions de la direction générale transmise par la commission de coordination et vérifient en permanence l'état d'évolution des effectifs, notamment pour les intentions de départ. Enfin, ils organisent les transferts de personnel nécessaires entre les divisions.

Les animateurs de secteurs se retrouvent à un rythme hebdomadaire dans chaque division.

LE SERVICE DE RENSEIGNEMENTS PAR TÉLÉPHONE

43 33 : Alain DEVULDER	aides au départ
43 26 : Serge LIORET	congés sans solde
43 17 : Paul RICORDEL	formation

Cette structure doit permettre à chaque personne intéressée par une des mesures du plan



social d'obtenir les réponses immédiates à ses questions.

LE RESPONSABLE RECLASSEMENT

Roland Borchi

Sa mission est d'aider au reclassement des personnes touchées par une prévisible suppression de poste. Pour cela, il développe une politique intense de contact avec les entreprises régionales ou nationales pouvant offrir des postes intéressants ; il travaille en collaboration avec le responsable emploi.

LES ÉTAPES DU PLAN SOCIAL

Les mesures de reconversion du plan social doivent permettre de trouver une solution au problème de sureffectif sans avoir recours à des licenciements non volontaires; deux phases se distinguent essentiellement d'ici à la mi-1986:

 Première phase : définition des postes théoriquement supprimés. Septembre 1985-janvier 1986.

Cette période de négociation entre les partenaires sociaux et la direction ne traite que des postes théoriquement supprimés. Cependant, les structures mises en place parallèlement au plan social doivent permettre d'informer à l'avance les personnes qui pourraient éventuellement être concernés par des suppressions de postes

Cela leur donnera trois mois supplémentaires pour étudier une solution de reconversion. Les animateurs de secteurs sont responsables des démarches d'information faites par les responsables hiérarchiques auprès de leur personnel.

 Deuxième phase : diffusion des listes des personnes concernées par les suppressions de postes et mise en œuvre des dispositions du plan social. Janvier à juillet 1986 environ.

Après les négociations et l'avis de la Direction Départementale du Travail, la liste officielle des personnes touchées par la réduction d'effectifs sera diffusée. Cela permettra aux personnes concernées d'étudier les possibilités de reconversion offertes.

 Une troisième phase pourrait concerner des licenciements non volontaires. Elle reste hypothétique et n'interviendrait que si la résorption du sureffectif n'était pas obtenue après la deuxième phase.

Ces licenciements ne concerneront que les personnes ayant décliné au moins une offre de poste dans la région toulousaine ou ailleurs en France.

Les structures dont peuvent bénéficier dès maintenant les salariés d'ALCATEL-THOMSON ESPACE doivent aider chacun à connaître sa situation et à envisager rapidement une solution personnelle à un problème malheureusement posé par une conjoncture générale.

CGE & CIT ALCATEL

"absorption de THOMSON TÉLÉCOMMUNI-CATIONS par CIT ALCATEL avec effet au 1° juillet 1985 est le résultat financier des accords des groupes THOMSON et CGE. La stratégie de rapprochement des activités de télécommunications des deux grandes entreprises se traduit donc, pour les filiales, par le passage d'un groupe à l'autre.

ATES suit la règle générale ; avant hier, divi-

sion de THOMSON, hier, société anonyme filiale de THOMSON TÉLÉCOMMUNICATIONS, ALCATEL-THOMSON ESPACE est aujourd'hui filiale de CIT ALCATEL au sein de la Compagnie Générale d'Électricité.

Cette situation pouvant être considérée comme durable, ESPACE INFO vous présente l'organisation simplifiée du groupe CGE et de notre nouvelle maison mère.

Compagnie Générale d'Electricité

Effectif: 162 000 personnes Chiffre d'affaires: 74 146 MF

Capital: 881,8 MF au 31.12.84

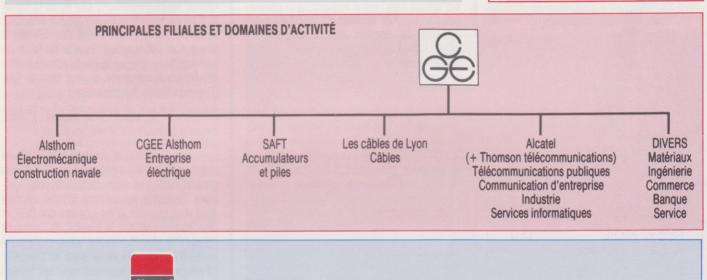
3° rang mondial de construction ferroviaire

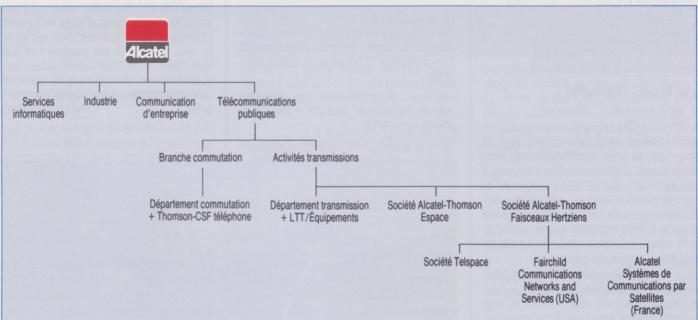
3° rang mondial en turbo-alternateurs

2° rang mondial en câbles

de télécommunications et d'énergie

1° rang mondial en commutation temporelle





CIT ALCATEL

Effectif: 16 000 personnes Chiffre d'affaires: 6 063 MF

Capital: 206,3 MF au 31.12.84

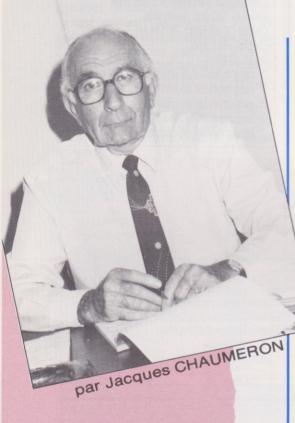
1er rang mondial en commutation temporelle

La CGE, forte de ses références, telles les centrales électriques ou le TGV, continue d'élargir son domaine d'activité, dans le nucléaire notamment, et cherche à internationaliser ses marchés.

Par ses filiales, elle propose dans le monde entier des produits performants dont les équipements de télécommunications ALCATEL- THOMSON. Les gammes de centraux électroniques E 10 et MT sont les plus vendues dans le monde.

CIT ALCATEL s'affirme aujourd'hui, par l'étendue de ses compétences, comme l'un des rares concepteurs de réseaux globaux de télécommunications; l'activité spatiale d'ATES y contribue largement.

DE DIOSCURES A ...



« LE PROJET DES DUPES »

De la grande musique, relativement harmonieuse quoique certains aient pu en penser, du programme SYMPHONIE, nous allons passer au domaine du film à épisodes à l'occasion du projet AEROSAT. Le titre de ce film est commun à toutes les versions, AEROSAT, mais si la version originale pouvait avoir pour titre « le satellite au service de l'aéronautique », celui de la version sous-titrée devrait être « le projet des dupes ».

Dès le milieu des années 1960, l'utilisation des satellites pour l'aide à la navigation aérienne a été mise à l'ordre du jour, l'objectif principal étant l'Atlantique nord.

Sur les routes transatlantiques, les liaisons entre les avions longs courriers et les contrôleurs au sol étaient effectuées en HF avec tous les aléas que pouvait rencontrer la propagation dans cette bande de fréquences. De plus, l'imprécision de la localisation effectuée par les avions eux-mêmes obligeait à faire respecter entre ces derniers des distances d'espacement importantes.

Réduire ces distances grâce à des meilleures communications et à une localisation plus précise devait permettre à un plus grand nombre d'avions de se rapprocher de la route optimale et de réaliser des économies de carburant non négligeables avec pour résultat immédiat une augmentation de la charge marchande.

Un système de localisation par satellites, en donnant aux contrôleurs une connaissance directe de la position précise de chaque avion et en permettant de communiquer en permanence, devait contribuer à atteindre cet objectif.

Une étude publiée en 1967 par le CNES et le Secrétariat Général à l'Aviation Civile, jetait les bases du système « DIOSCURES », dont la mise en œuvre était prévue pour gérer, à l'horizon 1980, un total de deux cents avions en vol simultanément sur l'Atlantique nord dont quatrevingts supersoniques!

L'Organisation Internationale de l'Aviation Civile qui avait exprimé son intérêt dès 1966 pour l'étude d'un tel système, recommanda officiellement en 1972 la mise en œuvre d'un programme d'évaluation et d'expérimentation.

I restait donc aux différentes agences à s'organiser pour que le programme devienne une réalité.

Du côté européen, l'accord se

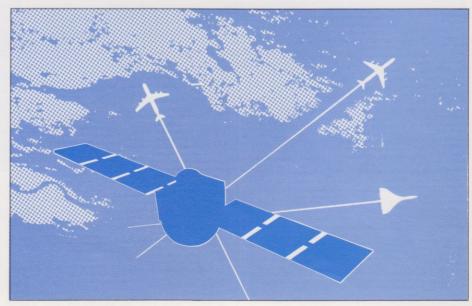
fit assez rapidement pour que l'affaire soit pilotée par l'ESRO.

Du côté américain le premier interlocuteur fut la NASA. Des pourparlers entre l'ESRO et la NASA aboutirent à un mémorandum d'accord entre ces deux agences pour le pilotage conjoint d'un programme expérimental. Malheureusement, peu après la signature de cet accord, le gouvernement américain fit savoir que la NASA n'était pas habilitée à prendre un engagement dans le domaine de l'aéronautique et que la seule administration américaine ayant un tel pouvoir était la FAA (Federal Aviation Administration).

Il fallait donc repartir à zéro, c'était la première « journée des dupes ».

Pendant ce temps, l'ESRO ne restait pas inactive. Elle avait lancé un programme d'études technologiques pour préparer l'industrie européenne à jouer un rôle dans le programme. C'est à ce titre que DSP, et plus particulièrement le service HY, entreprit l'étude d'un émetteur à l'état solide d'une puissance d'environ cinquante watts en bande L. La maquette de cet émetteur, avec ses circuits de mise en parallèle des transistors de puissance qui ont donné des sueurs froides à quelques ingénieurs et techniciens, se trouve encore certainement quelque part dans le musée de HY.

Nous en étions encore, et quoiqu'il arrive, à l'époque de l'espoir.



AÉROSAT

« LA FIN DES DUPES »

Entre 1973 et 1974, on assista à la renaissance du programme. D'actives négociations entre la FAA et la COMSAT pour les États-Unis, le gouvernement canadien et l'ESRO aboutirent, le 2 août 1974, à la signature d'un nouvel accord pour la réalisation du programme AEROSAT.

Deux hommes, qu'il convient de citer ici, avaient grandement contribué, par leur volonté opiniâtre, à l'aboutissement des négociations : l'Américain David ISRAËL, de la FAA et le Français Jacques VILLIERS, du Secrétariat Général à l'Aviation Civile.

Le programme prévoyait la mise en orbite de deux satellites géostationnaires expérimentaux au-dessus de l'Atlantique dont les copropriétaires devaient être l'ESRO (47 %), COMSAT (47 %) et le Canada (6 %).

Les éléments du segment terrien devaient rester la propriété de chacun des pays participants, leur développement étant cependant coordonné par l'organisation commune.

Dans les mois précédant la signature de l'accord, l'activité des industriels fut intense. A DSP, l'étude de l'émetteur se poursuivait dans la fièvre.

Le consortium STAR, dont DSP était membre était bien entendu très actif dans la recherche d'un partenaire américain pour soumettre une proposition de satellite.

Dès le début des pourparlers avec la NASA, l'ESRO avait lancé trois études parallèles de phase A pour le satellite. En concurrence avec les autres consortia MESH et COSMOS, STAR avait effectué cette étude sous la maîtrise d'œuvre de BRITISH AIRCRAFT (BAC). DSP avait participé à l'étude pour la charge utile.

Dès que les nouvelles règles de retour industriel furent fixées, il fut décidé dans STAR que DSP assurerait, dans le cadre de la part européenne, la maîtrise d'œuvre de la charge utile, le partenaire américain qui restait à trouver assurant la maîtrise d'œuvre de l'ensemble du satellite.

Après des pourparlers préliminaires avec FAIRCHILD et RCA, l'accord se fit avec RCA et le travail commença. Un groupe

de projet, dirigé par Maurice DUMAS, fut constitué au sein du service systèmes de DSP. Le chef de projet de RCA Astroelectronics Division, Bob HUME, ancien militaire, menait tout le monde « à la baguette ». La première phase consista à rédiger une « mock proposal » avant la sortie de l'appel d'offres. Ce travail occupa une bonne partie du second semestre de 1975 avec des réunions à Vélizy, à Londres et à Highstown (New Jersey) siège de RCA Astroelectronics.

Dès la sortie de l'appel d'offres, le 15 février 1976, il restait quatre mois pour remettre la proposition finale : cela pouvait paraître long mais, pour tenir le délai, il fallait THOMSON, environ quatre-vingts personnes sur un total de trois cents, tout en essayant de maintenir le minimum de compétences qui permirent de redémarrer à partir de 1980.

Ayant perdu AEROSAT, DSP et le consortium STAR ne furent pas les dernières dupes du projet. En effet, dès 1975, de nombreuses compagnies aériennes commençaient à éprouver des difficultés financières et un certain nombre de facteurs les incitaient à devenir très réticentes vis-à-vis du projet.

L'apparition des avions gros porteurs les obligeaient à supporter des investissements importants. L'augmentation de la



maintenir le rythme infernal des mois précédents. Le week-end de Pâques 1976 se passa à Highstown dans des discussions « au finish » sur les prix.

La proposition fut remise à la date prévue ; les membres du groupe de projet, qui avaient réalisé une « première » dans une proposition de charge utile complexe, purent enfin se détendre tout en restant anxieux du choix qu'allaient faire les clients.

Ce choix mit longtemps à se dessiner et ce n'est qu'à l'automne de 1976 que le couperet tomba. Les trois offres étaient équivalentes sur le plan technique, mais grâce à une imagination plus grande du maître d'œuvre GENERAL ELECTRIC dans le maniement des « overhead » (traduction : coûts hors production), l'association GENERAL ELECTRIC-COSMOS, avait soumis un bien meilleur prix que ses concurrents.

Nous avions perdu, c'était le début d'une baisse de charge qui conduisit finalement DSP à mettre en œuvre, en 1977, ce que l'on n'appelait pas encore à l'époque, un plan social mais qui obligea néanmoins à reclasser, en grande partie dans le groupe

capacité des avions tendait à ralentir la croissance du nombre de vols sur l'Atlantique. A l'exception de quelques Concorde, il n'y aurait pas de supersoniques. L'amélioration de la précision des moyens de navigation due à l'usage des centrales à inertie diminuait, à leurs yeux et au moins provisoirement, l'intérêt d'une localisation par satellites. Elles n'étaient prêtes, ni à supporter les frais d'achat de nouveaux matériels à bord des avions ni à payer les redevances qui leur seraient réclamées pour financer le fonctionnement d'un nouveau service.

C'est ainsi qu'après avoir passé plusieurs mois à négocier le contrat des satellites avec les organisations clientes, le consortium GENERAL ELECTRONIC-COSMOS fut la dernière dupe de l'opération en apprenant que le programme était annulé.



LA SÉCURITÉ DANS LE TRAVAIL

L'ingénieur de sécurité est le conseiller du Chef d'Etablissement en matière de prévention. Les nouvelles technologies et l'organisation de la production modifient l'aspect des entreprises ; si la mission de l'ingénieur de sécurité est toujours de prévenir les accidents et les maladies professionnelles, il doit cependant s'adapter à son nouvel environnement.

Il fait d'abord ses recommandations pour éliminer les risques et s'assurer que la politique générale de la société en matière de sécurité est bien mise en œuvre. En relation avec le secrétaire du CHSCT, l'ingénieur de sécurité anime les réunions d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ; il est en contact avec les organismes de prévention extérieurs, la Sécurité Sociale, la Médecine du Travail... Il est également responsable des matériels de lutte contre les dangers et prépare le personnel à leur utilisation par des exercices, de la documentation, des formations.

Si ATES est une entreprise à faible risque, l'ingénieur de sécurité n'en a pas moins un rôle essentiel puisqu'il doit quotidiennement lier les facteurs humains et techniques : cela revient parfois à protéger les gens malgré eux.

LE SECRET INDUSTRIEL

Sans tomber dans le roman d'espionnage. n'oublions pas que la société évolue dans un domaine sensible où l'information sur ses travaux doit circuler précautionneusement.

L'agent de sécurité est tout d'abord chargé de la surveillance du site.

Le gardiennage en est la forme la plus visible ; cette mission est confiée en sous-traitance à la SECFRA et occupe six personnes vingt-



quatre heures sur vingt-quatre à Candie.

À l'intérieur de l'entreprise, l'agent de sécurité veille à ce que les règles de base soient respectées. Il existe des classifications « confidentiel société ». « diffusion restreinte » ou « confidentiel défense » qui imposent certaines attitudes : les documents ne doivent pas circuler trop librement et encore moins traîner. les études sont réalisées avec une certaine discrétion, les discussions ne se transforment pas en confidences...

Si les personnes extérieures à l'entreprise sont l'objet d'attentions particulières - délégations étrangères, visiteurs, fournisseurs... - le personnel d'ALCATEL-THOMSON ESPACE doit être également habilité à intervenir dans des domaines classifiés. C'est au service sécurité de prendre les précautions nécessaires, parfois en contact avec la DST et la Sécurité Militaire. L'agent de sécurité est également en liaison

avec les services de Police ou de Gendarmerie pour les affaires moins spectaculaires de vol ou de disparition de matériels.

Dans le quotidien, si la sécurité prend la forme de quelques rappels à l'ordre sur le port du badge ou la documentation qui traîne, n'oublions pas que, dans ce domaine, la discrétion est preuve d'efficacité.



Le CNES est à la France ce que l'ESA est à l'Europe Né le 1^{et} mars 1962, le CNES est un établissement puà caractère industriel et commercial. Il a reçu comme au pays, par la recherche, ses moyens spatiaux.

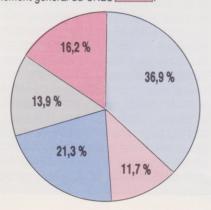
La conquête scientifique de l'espace des premières années s'est appuyée sur le lanceur DIAMANT A et le satellite A1 qui ont placé la France au troisième rang des nations spatiales. En vingt ans, le CNES est bien devenu l'agence spatiale française; son évolution vers le lancement et l'exploitation de grands systèmes spatiaux montre sa comptétence technique et son rôle de coordination dans l'industrie. Aujourd'hui, autour d'applications à caractère économique et de projets d'avenir, le Centre National d'Études Spatiales regroupe ainsi ses objectifs: — Préparer et assurer la mise en œuvre de la politique spatiale française.

- Animer et orienter l'industrie française,
- Être l'interlocuteur des clients français utilisateurs de l'espace.
- Gérer et suivre les grands programmes spatiaux opérationnels,
- Définir les orientations futures en fonction des enjeux à long terme,
- Soutenir la recherche autour des techniques spatiales.

LES CRÉDITS

Les moyens financiers pour assurer ces missions, le CNES les trouve dans un budget annuel qu'il répartit en cinq grandes masses.

Pour 1985, 4741,080 millions de francs (4,7 milliards) sont ainsi partagés entre la coopération multilatérale ______, la coopération bilatérale ______, le programme national ______, le support fonctionnel technique des programmes ______ et le fonctionnement général du CNES ______.



LA RECHERCHE

Le CNES s'appuie sur onze grands laboratoires regroupant environ mille chercheurs et techniciens. Cette année, il consacre à la recherche scientifique spatiale 500 millions de francs (environ 10 % de son budget).

et la NASA aux États-Unis. blic scientifique et technique première mission de donner

LES PROGRAMMES

Le CNES, agence spatiale française, est maître-d'œuvre des études et du développement des grands programmes spatiaux nationaux réalisés par les industriels.

En coopération bilatérale ou avec l'Agence Spatiale Européenne, le CNES participe à de nombreux programmes internationaux.

FRANCE	USA, URSS, RFA	ESA
TELECOM 1 télécommunications	ARGOS localisation	ARIANE lanceur lourd
SPOT	VEGA	ECS
observation de la Terre	observation de Vénus et de la comète de Halley	télécoms européennes
HM 60	TDF 1/2	MARECS
moteur d'Ariane 5	télévision directe	télécoms maritimes
		METEOSAT météorologie
		EURECA plate-forme récupérable
		ERS 1 télédétection
		HIPPARCOS, GIOTTO, ULYSSE
4/1/11/11/11		satellites scientifiques



TOULOUSE

LA FÊTE DE LA MUSIQUE

Samedi 1° juin, la salle polyvalente du CE a retenti, pendant tout l'après-midi, d'airs de flûte, de piano ou de guitare. C'était la fête de fin d'année de la commission musique : partie d'une dizaine d'adeptes il y a un an, cette section regroupe aujourd'hui une quarantaine de salariés, conjoints ou enfants qui s'initient (ou se perfectionnent) aux trois instruments cités avec l'aide d'étudiants-professeurs extérieurs. Quoi de plus sympathique que de se retrouver tous un verre à la main et que chacun ose, souvent pour la première fois « en public », jouer ce qu'il a appris pendant l'année, à son niveau et sans honte.

Comme toujours au début, certains avaient un peu le « trac », mais les enfants, eux, pas du tout... ils se lancèrent avant d'aller dehors escalader le jeu en bois du CE; les adultes prirent le relais avec leurs instruments et enfin les professeurs... si bien qu'à la fin les joueurs se succédaient spontanément sans temps mort et ce fut avec regret qu'il fallu se séparer vers 20 h 30.



Rendez-vous a été pris en septembre pour la reprise des cours et si vous voulez renforcer l'équipe des joyeux musiciens d'ATES, en l'absence provisoire de Bernard DESTRIAU (p. 3766), contactez Maurice ORSINI (p. 3178) pour la guitare et la flûte, et Sylvie PASTY (p. 4451) pour le piano.

COURBE



Le bureau du CE de Courbevoie a été élu le 26 juin. Sa constitution est la suivante :

- Secrétaire : Patrice ROY
- Secrétaire-adjoint : Joëlle RAVEL
- Trésorier : Michel MAZZELLA
- Trésorier-adjoint : Bernard BIBOLET.

EXTRAITS DES CONTRE-PROPOSITIONS ÉCONOMIQUES REMISES PAR L'ENSEMBLE DES ÉLUS AU C.C.E. DE CONSULTATION SUR LE PROJET DE PLAN SOCIAL

A cause du retard apporté à deux programmes français (T.D.F. 2 et Athos), la direction d'Ates a annoncé une réduction d'effectif (risquant d'aboutir à des licenciements) dans la proportion des marchés espérés et non signés. Les élus du C.C.E. proposent une autre logique : trouver des charges de travail autres que les grands contrats nationaux ou internationaux pour passerune ou deux années difficiles, sans perdre le potentiel humain hautement qualifié qui sera indispensable lors de la reprise du marché spatial que tout le monde prédit pour 1987-1988. Cette autre logique que nous proposons n'est pas forcément plus coûteuse, ni industriellement, ni a fortiori socialement, que le plan social, le chômage partiel et les licenciements...

I. – FAIRE CHEZ NOUS DES TRAVAUX DONNÉS HABITUELLEMENT EN SOUS-TRAITANCE A L'EXTERIEUR

Par exemple:

- confection de la partie des cartes numériques (AS16 CS16) sous-traitée régulièrement par AN à CROUZET;
- guides d'ondes: nous avons pris l'habitude de sous-traiter à HYPER-CBM de nombreuses opérations que nous sommes dès aujourd'hui capables de faire chez nous:
- « design » des guides d'ondes, coudes, twists...,
- mesures électriques de ces mêmes pièces...,
- traitement de surface, notamment argen-

ture: ATES qualifie HYPER-CBM, qui revend notre technologie aux Suédois, au moment où la direction prépare le chômage partiel à l'atelier galvanoplastie ultra-moderne, lequel a coûté au moins 6 MF.

Même la « brasure bain de sels » peut être remplacée par d'autres procédés sur lesquels le service techno a déjà travaillé; mais leur industrialisation chez nous a-t-elle été étudiée sérieusement? Les investissements ne seraient pas très importants et permettraient à l'avenir à ATES (et notamment son activité antennes) de ne pas être à la merci des délais d'un soustraitant en situation de monopole, pour n'importe quels marché ou étude.

 dessin: la direction fait constamment appel à des entreprises extérieures (travaillant la plupart du temps dans nos locaux) pour des « surcharges ponctuelles » —encore actuellement deux dessinateurs de la société BRIME sont prévus pour septembre-octobre au labo AN. Des techniciens ou préparateurs pourraient être formés pour équilibrer les charges de travail quand le besoin s'en fait sentir.

— travaux photos: la livraison des équipements, la promotion commerciale nécessitent des prises de vue; les tarifs des personnes extérieures à ATES qui les réalisent actuellement sont élevés: il existe à ATES (notamment dans les catégories visées par les suppressions d'emploi) de nombreux photographes amateurs dont l'un pourrait faire ce travail avec un court complément de formation si nécessaire). Un avantage supplémentaire serait la disponibilité immédiate de cette personne sur place (le laps de temps pour la photographie d'un équipement à livrer est souvent très court) et un raccourcissement des délais.

Comités d'établissement



Commission voyage:

Un voyage dans la région des lacs italiens est programmé du 8 au 12 novembre prochain. Le programme comporte en particulier :

- les îles Boromées,
- le lac de Lugano,
- le lac de Como,
- le lac Majeur,
- Milan

Ce voyage regroupe une trentaine de participants.

Responsable: Véronique BIGUET.

La commission étudie pour l'année prochaine d'autres voyages. Un sondage sera effectué pour déterminer vos choix.

Commission aviation:

La commission aviation organise une sortie aérienne courant novembre. Il est proposé de survoler les châteaux de Rosny, La Roche-Guyon, Château-Gaillard, Gisors, Boury-en-Vexin, Alincourt, Ambleville, Vallarceaux, Wideville ainsi que la Seine. La durée du vol sera de l'ordre de 1 h 15.

Responsables: Michel COUSTERE - Martine CHAINE.

Commission appartement:

Un appartement de deux pièces a été réservé à Méribel, de Noël 85 à Pâques 85 pendant seize semaines. Tout a été loué.

Responsables : Dominique MAIRESSE - Patrice ROY.

La plupart des personnes ayant déjà loué par le CE souhaite que ce système continue pour l'été prochain.

Commission micro-informatique :

Ce n'est plus la peine de monopoliser la TV familiale! La commission vous prête maintenant le micro-ordinateur et le moniteur couleur. Responsable : Patrice ROY.

Bonne nouvelle pour les enfants!

Le CE a décidé cette année de compléter le cadeau de Noël 85 par un spectacle.
Responsable : Olivier de CLERCQ.
Les détails vous seront diffusés prochaine-

Les détails vous seront diffusés prochainement.

Activités complémentaires :

Différentes activités complémentaires sont à l'étude :

- bibliothèque.
- mise à disposition de revues,
- sports : planche à voile, golf,
- etc

Attendez-vous à donner votre avis.

Organisation des commissions :

Suite à certains départs et à la création de nouvelles commissions, les attributions des responsabilités des commissions sont modifiées. Un nouveau tableau des responsables va être édité et affiché.

Bien sûr, chacune de ces propositions ne concerne que quelques postes, mais la direction dit elle-même, à propos des mesures ponctuelles de son plan social, que « les petits ruisseaux font les grandes rivières ».

Nous ne pouvons terminer ce chapitre sans rappeler les protestations répétées du CE Toulouse contre la vente du labo appareils de mesure qui était composé de personnel qualifié et d'appareils performants ; il aurait pu créer des emplois en assurant tout le travail nécessaire pour ATES et en prenant de la sous-traitance pour d'autres.

2. - PRENDRE DU TRAVAIL EN SOUS-TRAITANCE POUR D'AUTRES

Le CCE se félicite des recherches effectuées par la direction auprès d'ANT et de THOMSON-CET; nous avons, pour notre part, connaissance de possibilités auprès de :

- THOMSON le Haillan (près de Bordeaux) qui sous-traite abondamment du câblage,

- THOMSON-AVS/Blagnac (travail pour des techniciens hyperfréquences).

Toute démarche vis-à-vis de THOMSON est cependant beaucoup plus difficile depuis que nous avons quitté son groupe, passant sous le contrôle et l'autorité d'ALCATEL (groupe CGE). Nous sommes en droit de demander à la direction générale quel soutien nous apporteront nos nouveaux patrons en terme de transfert de charges, comme l'avait fait THOMSON pour DSP dans les années creuses 1978-1979 (travail pour l'avionique notamment).

Vis-à-vis des autres entreprises du spatial, toutes contrôlées par l'État (SNIAS, MATRA, CNES), nous ne comprenons pas qu'aucune pression ne soit possible pour leur louer nos investissements lourds très modernes (salle d'intégration, radôme et chambres sourdes antennes, moyens d'essais vibrations et thermique...), alors que l'on semble s'engager vers un gâchis d'investissements concurrents qui ne pourront être utilisés à plein. Par exemple, des salariés ont posé la question : la mininavette Hermès ne pourrait-elle être intégrée dans notre salle bien trop vaste pour nos besoins? Même en dehors du spatial, nos moyens d'essais pourraient servir à d'autres activités du type : mesure d'antennes sol, vibrations des équipements électroniques pour le métro de Toulouse, etc..

Un exemple de la possibilité de trouver du travail en sous-traitance pour d'autres : le responsable de l'atelier traitement de surface a pris contact avec une revue spécialisée dans la galvanoplastie pour un reportage sur nos installations, et avec de nombreuses entreprises

pour offrir ses services : du travail est en cours pour THOMSON-DHM, des contrats en négociations avec THOMSON-SDC Meudon et OME (matériel électronique), des contacts pris avec MATRA et AÉROSPATIALE à Toulouse (...).

N'est-il pas urgent de créer une structure commerciale à DEQ qui regroupe l'essentiel du personnel ? Pourquoi le projet de réaliser les brochures de présentation de nos diférents services pour l'extérieur a-t-il été abandonné ? Pourquoi le service marketing DEQ est-il en cours de dislocation ? Ne faut-il pas profiter du SITEF (Salon International des Techniques du Futur) à Toulouse, fin octobre, pour présenter, non seulement les programmes auxquels nous avons participé, mais surtout nos moyens d'essais et de fabrication ?

3. – PRÉPARER L'AVENIR, LA REPRISE EN 1987-1988

- a) Augmenter le budget « études autofinancées » :
- (...) N'est-il pas plus rentable pour l'avenir de mettre de l'argent dans les études (comme à Meudon en 1978-1979) plutôt que dans les primes au départ?
- b) Former en interne des spécialistes qui nous manqueront (radars, opto-électronique, fibres optiques...) plutôt que de chercher à les embaucher à l'extérieur d'ailleurs les meil-

avec PGES MALGLOIRE

PERSONNALITÉ

« Je suis niçois et fier de l'être, la cinquantaine approchante - trois enfants et un petit-fils qui me rajeunit. Ma famille et ma vie professionnelle très prenante me laissent peu de temps pour faire autre chose. J'aime chiner, bricoler, vagabonder dans des projets; construire moimême ma maison serait mon projet favori. D'ailleurs, j'aurais aimé être architecte ou urbaniste. Ce qui me rend « nerveux » : décider quelque chose et ne pas pouvoir le réaliser. »

CARRIÈRE

Entré en 1959 à CSF, rue du Maroc, après deux ans et demi de « grande vadrouille » comme sous-lieutenant en Algérie.

26 ans : Chef des Services Comptables du groupement que dirigealt Michel BARRE (Levallois, Cholet, Sartrouville...).
32 ans : Adjoint au Directeur des Études Économiques de THOMSON-

CSF

34 ans : Directeur des Comptabilités de CII - Unidata and Co...

40 ans : Directeur des Services Financiers de la SEMS et de THOMSON-CSF informatique. 40 ans :

Depuis 1984 : Directeur Administratif et Financier d'ATES.

« Jusqu'à 20 ans, quelques études (droit) mais surtout pas mai de scoutisme et beaucoup de ballon rond. Puis un diplôme de conseil fiscal bien oublié, l'expertise comptable en 1965, qui me permet depuis d'être inscrit comme Commissaire aux Comptes auprès de la Cour d'Appel de Versailles. »



Suite de la page 11

leurs spécialistes auront-ils envie de venir chez nous au moment où la direction dépose un plan social d'une telle ampleur? - Cette formation peut passer par des détachements temporaires dans des centres THOMSON, sur la base du volontariat.

c) Dépôts de brevets :

- qualification des composants nouveaux (notamment réseaux prédiffusés, IFL, réseaux programmables, sur lesquels nous sommes en re-

- poursuite de la rationalisation des achats de composants EEE démarrée par la CAC,

- création d'un magasin de composants standard (réclamé sans cesse par le personnel et les élus depuis deux ans) pour éviter les gaspillages d'argent et de temps.

d) Moderniser notre fabrication pour être plus concurrentiels. Par exemple, nous avons récupéré à très bas prix, en 1982, les machines de l'atelier mécanique ex-CITEC; mais, aujourd'hui, la plupart de nos sous-traitants et concurrents ont des CN (machines-outils à commande numérique) beaucoup plus performantes que les nôtres. Maintenant que nous avons investi dans un système de CAO moderne, il est urgent de lui associer un système de programmation compatible : avec des investissements relativement faibles, la rentabilité sera beaucoup améliorée (...).

4. - DIVERSIFIER NOS ACTIVITÉS. **NOUS POSITIONNER SUR DE NOUVEAUX MARCHÉS**

Les problèmes actuels soulignent la fragilité d'une entreprise ne faisant que des équipements et « charges utiles » pour satellites (...). Il est urgent qu'ATES diversifie ses activités pour ne plus être à la merci des vicissitudes des priorités budgétaires du gouvernement. Ce n'est pas un problème facile, car partout d'autres entreprises sont déjà implantées, mais il nous semble qu'il faut impérativement qu'ATES s'implante sur certains marchés prometteurs

 les « systèmes experts » (autocontrôle des pannes dans les charges utiles),

les lanceurs (par exemple case équipements et antennes pour Ariane 5), vue la priorité actuelle des crédits d'État français dans ce domaine).

la mini-navette Hermès et la station Co-

lombus, pour la même raison; mais nos alliances européennes sont-elles les bonnes pour ces programmes, pour les retombées

- les équipements de réception de la télévision directe (même si nous ne sommes pas habitués à la production de série, ne pourrionsnous pas faire l'étude de certaines parties électroniques de ces équipements?),

- les antennes sol de petit diamètre (notamment dans les nouvelles bandes de fré-

les stations de contrôle des satellites,

- certains modules d'équipements que nous réalisons pour les charges utiles et sur lesquels nous avons acquis une expérience de pointe (par exemple isolateurs microrubans ou oscillateurs locaux à HYA, coupleurs ou filtres à HYP) ne pourraient-ils être vendus plus large-

 pour des laboratoires comme le CNES ou MATRA.

 pour des équipements militaires de petite série

 pour des centrales nucléaires nécessitant de l'électronique de haute fiabilité et de petite série, domaine où CGE est implantée ?



FONCTIONS

« Qu'est-ce que la direction administrative et financière ? Elle a trois fonctions essentielles :

– D'abord trouver l'argent nécessaire pour faire la paye en fin de mois et régler nos fournisseurs. Lorsque, comme récemment, le groupe CGE contribue en augmentant de 120 MF notre capital, la tâche est aisée. Mais les bons moments ne durent qu'un temps...

Aussi, est-il en permanence nécessaire de veiller attentivement à l'équilibre naturel des recettes et des dépenses en apportant une aide aux négociations commerciales et en fixant à chaque direction des seuils de dépenses (budgets) compatibles avec les recettes.

Mais il arrive que cet équilibre soit rompu (expansion, surinvestissement ou déficit). Dans ce cas, la direction financière recherche à combler, si possible, les différences par un appel aux actionnaires et aux banquiers.

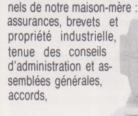
 Puis aider les gestionnaires (directeurs d'unités, chefs de services) à « faire le point », notamment par la mise en place de tableaux de bord destinés à leur éclairer la route.

Dans ce but, le contrôle de gestion assiste les directions à exprimer leurs objectifs, à les rassembler en budgets et à les comparer aux réalisations en essayant d'expliquer les différences. Elle apporte sa pierre, par ailleurs, au travail d'équipe que nécessite la construction du Plan à Moyen Terme.

Enfin, elle est en charge de diverses tâches

administratives. En premier lieu, elle tient la comptabilité générale, établit le bilan et ses annexes ainsi que toutes les déclarations, statistiques et rapports qui l'accompagnent. Puis elle assure la comptabilité analytique et calcule les prix de revient réels des affaires, décompte et analyse les écarts par rapport aux alloués, etc... Par ailleurs, elle gère la trésorerie de l'entreprise : les recettes d'une part, et, dans ce but, elle établit les factures de vente et relance les encaissements correspondants; les dépenses, d'autre part, en ordonnançant et payant les fournisseurs, en calculant la paye et les déclarations correspondantes. Elle suit toutes les opérations et prévisions de trésorerie afin de minimiser nos frais financiers.

Elle assure, par ailleurs, le contrôle et l'assistance juridique auprès des divers responsables et cela en liaison avec divers services fonctionnels de notre maison-mère



support juridique, fiscal et contractuel...»

ORGANIGRAMME

Cet ensemble de missions requiert une équipe de solides professionnels. Dans sa tâche, le directeur administratif et financier est assisté de Michel FLACELIÈRE pour tous les travaux d'organisation et de contrôle de gestion, de Monique BLANC pour le contrôle financier et l'assistance contractuelle, d'Arlette LEFEUVRE pour le support juridique, de Gabriel FRAYSSINET pour le contrôle de gestion de DEQ, de Jean GAICH pour celui de DTC et l'administration des ventes de cette division, de Yves LOUET pour les mêmes fonctions à DMA et de Bernard MILLARD pour l'ensemble des



CONCEPTION DE LA GESTION DES ENTREPRISES:

« J'ai pris conscience, en maintenant plus d'un quart de siècle passé dans le groupe, qu'une entreprise était un peu comme un de ces gros tankers de 500 000 tonnes que l'on ne fait pas manœuvrer comme une simple barcasse, qui semble inébranlable quel que soit le temps, mais qu'un vulgaire rocher mal placé peut envoyer par le fond.

La première chose, c'est de savoir où l'on veut aller, de faire des *choix politiques* clairs et explicites, et puis il faut s'y tenir tant qu'ils semblent convenables même s'ils ne sont plus tout à fait les meilleurs. Il n'y a, à mon sens, rien de pire qu'une conduite en zig-zag. Ensuite, il faut « faire passer » ces choix, car rien ne se fait dans une entreprise sans enthousiasme. Il faut alors désigner des responsables, leur donner les moyens de travailler, l'autorité sur ces moyens, un certain droit à l'erreur.

Quant à l'organisation, elle doit favoriser l'action utile, celle qui est fixée dans les objectifs et non l'action tout court. A ce sujet, je constate que les organigrammes classiques, par fonctions (métiers), conduisent très souvent à l'exercice du métier à la Sully PRUD'HOMME (l'Art pour l'Art). A mon avis, l'un des témoins de l'efficacité d'une entreprise se mesure à sa capacité de mobiliser et faire fonctionner sans conflits des « groupes polyvalents » organisés autour d'un objectif donné.

Le *travail* ? Chacun de nous arbitre entre deux conceptions du travail ; la première : je roule pour vous ; la seconde : je roule pour moi. Le dosage entre les deux est un problème de morale et de civilisation. Il est bien évident que, selon le cas, les conséquences sur la pérennité et la prospérité de l'entreprise sont différentes.

En ce qui concerne la définition des *stratégies à moyen terme*, ne pas oublier que pour être vivant après-demain, tout homme ou entreprise doit commencer par être vivant demain. Il y a là généralement un conflit entre le court et le moyen terme et il faut beaucoup de bon sens pour arbitrer entre les deux, en particulier savoir ne pas vendre la peau de l'ours car, dans nos économies bouleversées, le pire peut se substituer au mieux que l'on avait prévu. Il est donc, aujourd'hui, indispensable de gérer l'impondérable, de savoir garder des marges de manœuvre importantes car un seul mauvais coup coûte beaucoup plus cher que ne rapportent plusieurs bons coups.

Enfin, dans la *tactique à court terme*, j'insisterais volontiers sur trois points : la rationalisation des choix budgétaires, d'une part, qui conduit à se poser en permanence la question : « Si je fais telle dépense, je ne ferai pas telle autre, donc ai-je bien choisi ? ». La limitation des charges de structure, d'autre part, afin d'augmenter la marge d'action qui doit être aujourd'hui la plus grande possible, c'est une question de vie ou de mort. Enfin, la chasse au gaspi, que l'on appelle plus savamment la chasse à la non-qualité. Or la non-qualité peut se glisser partout, et en particulier dans l'allongement des délais d'exécution d'une tâche, quelle qu'elle soit. Se battre pour les délais, c'est se battre pour les coûts, c'est se battre pour la survie d'une entreprise, d'une profession et de l'indépendance nationale. Mais cela veut dire que chacun accepte de changer parfois de façon de faire et, peut-être aussi, de mentalité. »

ERS1: LES MAQUETTES ELECTRIQUES ARRIVENT

Courant septembre, Claude ARGAGNON nous a envoyé cette dépêche sur l'avancement des travaux.

« Dix mois après le démarrage officiel de la phase C/D du projet et en plus de la production de papier toujours florissante, les premières réalisations des équipements à la charge d'ATES commencent à apparaître.

Le filtre de réception étudié par Jean-Michel GUEBLE et son équipe à HYA existe sous forme de maquette électrique et de modèle structurel. Les résultats obtenus autorisent le début des travaux sur le modèle d'intégration.

La maquette électrique de l'IF radar entame ses essais d'ensemble à Malakoff dans les laboratoires de THOMSON-CSF/AVS sous la supervision de Jean-Luc GERNER de TC.

Cette maquette étudiée par AVS incorpore des sous-ensembles conçus par ATES comme l'enceinte thermostatée des dispositifs à onde de surface sous la responsabilité de Françoise MAVIEL et le convertisseur d'alimentation réalisé en un temps record par l'équipe de Gérard THOMAS à AN.

En parallèle, les études du modèle d'intégration débutent à Candie, illustrant le mécanisme de la collaboration avec AVS pour la spatialisation d'un produit avionique.

Dans le prochain numéro d'ESPACE INFO, des nouvelles du séquenceur et de la calibration. »

UN CONCURRENT POUR GIOTTO



Du 9 au 15 septembre, Toulouse recevait le premier Rendez-vous des Sciences et de la Jeunesse.

Laurent BAUFFETTE, jeune passionné, y a notamment effectué un lâcher de ballon stratosphérique chargé d'aller recueillir à trente-cinq kilomètres d'altitude des météorites des essaims associés à la comète de Halley.

Son expérience réussie, notre jeune ami a un nouveau projet : partir à la Réunion à un moment propice du passage de la comète pour y larguer un nouveau ballon associé à pas mal d'électronique. Regards vers les industriels...

EXPOS ET SALONS

La société a participé ces derniers temps à nombre de manifestations dans le monde :

Du 10 au 12 septembre, Journées Industrielles Spatiales France-Canada à Ottawa.
 Alain BAILLY y a fait une conférence sur les communications interorbitales (IOC) et Guy SCHANG sur la charge utile SPOT.

● Le Symposium Transmission se tenait en Inde du 23 au 26 septembre. Pierre de BAYSER y présentait les activités d'ATES et a profité de sa mission pour nouer des contacts.

● Europe 2000, «la Semaine du Parlement Européen », s'est tenue à Strasbourg du 5 au 10 octobre. Nous présentions principalement notre participation aux programmes TELECOM 1, SPOT et TDF 1.

● Du 7 au 13 octobre, ATES participait au 36° Congrès de la Fédération Internationale d'Astronautique (IAF Stockholm) en Suède. Sur un stand commun aux industriels français réunis autour du CNES, nous avons présenté nos activités dans les programmes scientifiques ERS 1, SPOT, GIOTTO, ULYSSE, SPACELAB, IOC... et notre participation au satellite suédois TELE-X.

● Le SITEF (Salon International des Techniques et Energies du Futur) a ouvert ses portes à Toulouse du 22 au 27 octobre. ATES figurait en bonne place sur le stand ALCATEL, notamment avec la charge utile du MI de TELECOM 1. Nous y reviendrons dans le prochain journal.



Prochainement:

COLLOQUE ESPACE à Paris, les 28 et 29 novembre.

Du 2 au 6 décembre, voyage de relations publiques à Kourou avant le lancement de SPOT avec quatre-vingts VIP's et vingt-cinq journalistes.

COLLOQUE ACTIM, du 2 au 5 décembre, à JAKARTA; conférence de Bruno BLACHIER sur les télécoms par satellite et mini-expo.

HERMES



Le 18 octobre, le CNES a annoncé qu'il confiait la maîtrise d'œuvre industrielle d'HERMES à l'AEROSPATIALE et la maîtrise d'œuvre déléguée pour l'aéronautique aux AVIONS MARCEL DASSAULT-BREGUET AVIATION.

ALCATEL-THOMSON ESPACE, face à ce choix, espère intervenir concrètement dans les domaines des télécoms, de la visualisation et du guidage.

LIVRAISON DE TDF 1

Le 22 octobre, ATES a livré à l'AEROSPA-TIALE la charge utile de communications et le sous-système TM/TC de TDF 1 pour intégration, à Cannes, dans le module de service. La livraison s'est faite à la date prévue par le contrat.

CONVENTION D'ESSAIMAGE

Alex RAYMOND, Président du Conseil Régional de Midi-Pyrénées, et Gérard COFFINET, Directeur général d'ALCATEL-THOMSON ESPACE, ont signé une convention d'essaimage le 14 octobre à la Maison des Régions.

Cette formule de création d'entreprise avec assistance de la société d'origine et des instances régionales recueille un certain succès puisque sept réalisations ont vu le jour en un an. De nombreux projets sont également en cours d'étude. L'aide à la création d'entreprise fait partie des mesures d'accompagnement du projet de plan social avec, en particulier, une aide financière de 100 000 F, une formation complémentaire et des accords de sous-traitance apportés par ATES.



Les lecteurs d'ESPACE INFO avaient exprimé le souhait de trouver dans ce journal « nouvelle forme » une page de dialogue. La voici qui s'ouvre à la plume de chacun à un moment où l'information a besoin de se faire peut-être plus précise, plus personnelle. Les questions que vous vous posez trouveront certainement réponse dans ces colonnes et ne manqueront pas d'intéresser vos collègues ; n'hésitez pas à contacter la rédaction d'ESPACE INFO qui établira la liaison avec l'interlocuteur qui pourra vous répondre ou qui fera, elle-même, les recherches. Si l'actualité de l'entreprise vous amène des commentaires, cette rubrique est également la vôtre.

Merci à ceux qui ont spontanément répondu à notre courrier pour alimenter cette première page des lecteurs.

- Michel CALDES, des Achats Généraux, a fait le commentaire suivant : « Le personnel d'ATES, de par ses fonctions diverses ou son éloignement géographique, ne se connaît pas ou très peu; des articles succincts insérés dans le journal et définissant les fonctions et celles des services permettraient à chacun d'entre nous de faire plus ample connaissance. »

Il nous propose également un « trombinoscope » par service.

• ESPACE INFO: le journal interne d'ATES s'est donné pour mission de permettre à chacun de connaître, et parfois de découvrir, les différents services de l'entreprise.

A travers de nouvelles rubriques, nous vous proposons une visite guidée du centre de documentation à la direction financière en passant par le PC sécurité ou les projets.

Il en est de même pour les gens que vous allez reconnaître dans ces lignes; le plus souvent possible, ils seront photographiés sur leur lieu de travail. Avec ce numéro « nouveau style », nous espérons vous donner un début de satisfaction et croyez bien que nous ferons tout pour continuer.

 Patrick ZEMLIANOY, du Bureau d'Etudes, nous a écrit que « les problèmes thermiques posés par l'environnement spatial sont souvent méconnus des non spécialistes »; il nous demande s'il est possible de disposer d'une rubrique pour les faire mieux connaître.

• ESPACE INFO: La page « enquête » qui existe dans ce numéro ou des rubriques prochainement créées semblent toutes destinées à ce sujet. L'équipe du journal est prête à traiter les aspects les plus divers de la vie de l'entreprise; pour cela, pensez à nous prévenir lorsque, dans votre domaine, un sujet mérite un article dans le journal.

Il peut s'agir de la présentation d'un service ou d'un « gros plan » sur un événement ponctuel. Si c'est très spécialisé, nous ferons appel aux compétences de chacun; rendez-vous est donc pris pour un prochain article sur les problèmes thermiques dans le spatial.

- Thierry SMAER, du service de l'Ordonnancement Central à DEQ, demande si « ESPACE INFO peut mener une enquête sur la gestion de la production par ordinateur (GPAO) dans l'industrie, en particulier dans des secteurs pointus comme l'espace et l'aéronautique ». • ESPACE INFO: Il existe dans l'entreprise des gens dont la mission est, par exemple, de produire au meilleur coût, de concevoir des nouvelles technologies ou encore de vendre nos prestations à l'export. Leur rôle consiste à chaque fois à connaître l'environnement de leur profession et notamment ce qui se fait dans d'autres sociétés.

Il n'appartient pas à ESPACE INFO de les remplacer dans cet objectif; en revanche, les colonnes du journal sont faites pour accueillir des articles écrits par ces spécialistes sur des sujets qui intéressent une majorité de lecteurs. Si le travail est facilité par la GPAO à condition

LA PAGE DES LECTEURS

que le personnel s'y intéresse et participe à son élaboration, ESPACE INFO apportera son concours en traitant ce sujet prochainement... avec votre collaboration.

– Une question anonyme qui reflète certainement un sentiment largement ressenti d'inquiétude pour l'avenir de la société nous a été posée : « Serons-nous enccre là l'année prochaine ? »

- Le budget 86, en cours d'approbation, ne retient pas l'hypothèse de la disparition de la société.
- Rédacteur technique pour les propositions à DTC, Anthony SHEPHARD nous demande si « nous prévoyons une édition en anglais de ESPACE INFO comme d'autres sociétés (surtout américaines) qui diffusent leur « house journal » très largement dans un but publicitaire ».
- Michel H. JAMMARD, chef du service de presse d'ALCATEL, doit assurer début 1986 la parution de la REVUE ALCATEL. Entièrement bilingue, avec deux à quatre numéros par an, ce support présentera toutes les activités du groupe; il sera diffusé dans le monde entier. ATES y figurera bien évidemment pour profiter de l'effet de groupe alors que notre taille propre ne nous permet pas d'éditer ESPACE INFO en anglais.
- Une autre interrogation porte actuellement sur le nom de la société; de THOMSON à AL-CATEL, l'ex-division devenue filiale semble avoir des difficultés à se bien nommer et par là-même à être reconnue.
- Les éléments de réponse nous viennent cette fois encore du siège, rue Emeriau, où l'intégration des unités de THOMSON a été préparée stratégiquement.

Un recentrage sur le nom ALCATEL a été décidé pour toutes les filiales anciennes ou nouvelles. Après une période de transition d'environ dix-huit mois, le logo définitif est celui du groupe ALCATEL; la raison sociale de certaines sociétés contient encore l'appellation THOMSON, mais on peut penser qu'elle disparaîtra à court terme. Dès la fin de l'année, une vaste campagne publicitaire devrait mieux situer ALCATEL; parallèlement, la notion d'appartenance au groupe CGE sera renforcée par son nouveau logo, présent sur tous nos documents.

Cette rubrique est la vôtre. Pour l'utiliser, adressez vos questions et vos commentaires, ou téléphonez à la rédaction d'ESPACE INFO: Joëlle RAVEL, Gérard PINNEBERG-DCIE 16 (1) 47-74-40-19 et 40-23 à Courbevoie.



Le centre de documentation de DEQ/DT fonctionne pour les trois divisions de l'entreprise; on y fait l'acquisition de documents sur des sujets tels que la station spatiale, les matériaux composites, le marketing...

Vous y trouverez de nouvelles revues :

- Satellite and space technology,
- Satellite communications.
- Aerospace America de l'AIAA,
- Commercial space de Aviation Week,
- Journal of composite materials.

Le centre de documentation travaille en réseau avec le CNES, le CERT, le CEDOCAR, SU-PAERO, l'AIAA, l'IEEE, l'IEE, le Centre Français du Commerce Extérieur, PROSPACE, EUROSPACE.

CENTRE DE DOCUMENTATION

Pour vous tenir informé en permanence de l'évolution de la technique dans votre spécialité, des bulletins vous signalent tous les documents produits par l'ESA, la NASA, l'IEEE:

- Scientific and technical aerospace reports/NASA.
- Information retrieval service/ESA,
- Revue de la SOTELEC (signalement de brevets et d'articles).

- Electric and electronics

Vous avez la possibilité d'interroger en ligne des banques de données telles que :

- NORIANE : fichier de l'AFNOR,
 NTIS : Fichier du Départe
 - : Fichier du Département Fédéral du Commerce qui signale entre autres les rap-
- ports de la NASA,

 METADEX : fichier de l'American Society
- for Metals,

 SPACECOMPS : fichier de l'ESA traitant des
 - S : fichier de l'ESA traitant des sous-ensembles systèmes.



Réunions prévues dans le courant du quatrième trimestre au centre de documentation :

- Présentation des prestations offertes par le centre et de ses différents produits documentaires.

- Réunion organisée avec les responsables du centre de documentation de l'armement/Toulouse qui présenteront leurs fonds documentaires et leurs banques de données. Vous pourrez y faire des recherches en ligne gratuites.

MOUVEMENT DE PERSONNEL

Juillet 1985

Gérard ALCAIDE
Jean-François BLONDEL
Patricia CAILLY
Jean-Marc CHERON
Roger GARNIER
Marc GOUTY
André GUIET
Jean-Claude HERAUD
Pierre LIZARAZU
Philippe MIGNEAUX
Philippe NIVET
Danielle PEYBERNARD
Brigitte PEYBERNES
Etienne RAYMOND
Bernard ROUSSEL

Mutation TEX Montaudran Démission Mutation TEX Montaudran

Mutation TEX Montaudran Licenciement économique

Démission Démission Démission

Mutation TEX Montaudran Mutation TEX Montaudran

Démission Embauche CDD Embauche CDD

Mutation TEX Montaudran Mutation TEX Montaudran

Mutation TEX Montaudran Licenciement économique

Août 1985

Francis CAZENAVE
Sylvie DE PRADO
Francis FOURNIER
Marie-Jeanne GARCIA
Jacques RICHARD
Alain ZAREMBOVITCH

Congé sabbatique Embauche CDD Embauche CDI Démission Démission Démission

Septembre 1985

Bertille de BONALD Mustapha EL RIZ Régine GUENASSIA Alex KELIF Joël LE FUR Jean-Benoît NOCAUDIE Michel PELLEGRINO Yvan RIVEROLA Démission
Mutation Toulouse
Démission
Démission
Mutation DTE Vélizy
Mutation Toulouse
Formation longue durée
Mutation DTE Vélizy



Maurice VIGLINO

Francis VIOLET

11, avenue Dubonnet, 92407 COURBEVOIE CEDEX, Tél.: 47.74.47.10

Directrice de la publication : Françoise SAMPERMANS **Rédacteur en chef :** Gérard PINNEBERG

Membre de l'UJJEF



ALCATEL THOMSON ESPACE